

[24] MÉDITERRANÉE

Les Balkans, plaque tournante

Les petits porteurs d'hier sont les grossistes d'aujourd'hui. Naguère simple étape sur la « route turque » de la drogue, qui relie le Moyen-Orient à l'Europe occidentale, les pays des Balkans ont (mal) profité de l'ouverture des frontières du bloc communiste. Selon un récent rapport du département d'État américain - l'équivalent du ministère français des Affaires étrangères -, la péninsule sud-est de l'Europe est devenue une « zone de transit privilégiée » pour les trafiquants d'héroïne. Qui ont prospéré dans l'ombre des guerres ethniques des années quatre-vingt-dix.

IMPUNITÉ. Dans un sens circule la blanche, vendue ensuite sur les trottoirs de l'espace Schengen. De l'autre passent les produits chimiques nécessaires à la transformation de l'opium. Les mafias locales gérant d'une main de fer ce trafic pendulaire, souvent en toute impunité. Le département d'État pointe en effet la « corruption endémique », à tous les échelons du pouvoir ou presque. En Albanie, Bulgarie, Kosovo, Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine,

et dans une moindre mesure en Macédoine, Roumanie et au Monténégro, la drogue serait acheminée « avec l'accord tacite et, parfois, la collusion des représentants publics corrompus », accuse le rapport sur la stratégie internationale pour le contrôle des stupéfiants. Si les mules et leurs affréteurs peuvent compter sur le laxisme des autorités locales, ils n'ont également rien à craindre du côté du pouvoir judiciaire. Compétences limitées, manque de moyens, absence de coordination entre États, les magistrats ne seraient pas en mesure de lutter contre les organisations bien structurées des narco-trafiquants. Quant aux forces de police, elles sont presque inoffensives, car « mal payées », « mal formées » et désabusées. Devant ce tableau accablant, le constat des « diplomates » américains est sans appel. « Les procureurs, les enquêteurs, les juges ont tous besoin de véritables réformes, ainsi que d'un soutien politique et public plus fiable », affirment-ils. Ajoutant, pour préciser leur pensée, que ces changements doivent être accompagnés

« d'une volonté forte des dirigeants afin de développer des moyens pour enquêter, condamner et régler les affaires de trafic avec sérieux et efficacité ».

ÉPICENTRE. Parmi les neuf États visés par le département d'État, tous ne sont pas logés à la même enseigne. Ainsi, l'Albanie fait figure de cancre parmi les cancre. Sans doute le plus corrompu de la région, le pays présente la particularité de ne pas être qu'une terre de transit. C'est aussi un gros producteur de cannabis. Pas encore concurrent du Maroc, mais suffisamment pour susciter l'inquiétude de l'Union européenne. Dans son rapport 2009, Euro-pool constate ainsi que l'Albanie est devenue « l'épicentre du trafic de drogues vers les pays de l'Union ». Selon l'Office européen de police, les trafiquants albanais domineraient désormais tout le narco-traffic dans la zone de l'Europe du sud-est. « Au point même de défier les organisations criminelles italiennes qui en tenaient jusque-là les rênes. »

← **Geoffrey Dirat**

Un pacte européen

Sous l'impulsion du ministre français de l'Intérieur Brice Hortefeux, les 27 pays de l'Union pourraient prochainement adopter un « pacte européen de lutte contre le trafic de drogue ». En pourparlers à Bruxelles, ce pacte se fixerait un double objectif : entraver les filières d'acheminement et frapper les trafiquants au portefeuille en coordonnant les saisies d'« avoirs criminels ». Concrètement, il s'agit de mettre au diapason les politiques des 27 pays membres, de regrouper les expertises, d'assister les pays tiers et de se partager les tâches. En clair, la lutte contre la cocaïne pour l'Ouest de l'UE, l'héroïne pour l'Est. Deux plaques tournantes ont ainsi été désignées : l'Afrique de l'Ouest (notamment la Guinée, totalement infestée), par laquelle transite la cocaïne en provenance d'Amérique latine, et les Balkans, porte d'entrée des opiacés venus d'Afghanistan.